

Revue du Nord

452

Histoire
Histoire de l'art



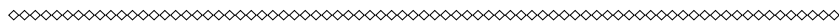
Guillaume Werniers et la tapisserie dans le nord de la France au XVIII^e siècle

Textes édités par Pascal-François Bertrand, Gaëtane Maës et Soersba Dyon

 **Université
de Lille**

2026

Table des matières



Dossier. Guillaume Werniers et la tapisserie dans le nord de la France au XVIII^e siècle

Textes édités par Pascal-François Bertrand, Gaëtane Maës et Soersha Dyon

- 9 Avant-propos
Gaëtane Maës, Soersha Dyon
- 13 Introduction
Pascal-François Bertrand
- 35 Audenarde et Lille : tisser des liens à travers les siècles. Une histoire d'échanges, de migrations et de savoir-faire textile (XV^e-XVIII^e siècle)
Martine Vanwelden
- 57 Les tapisseries de la manufacture Werniers conservées dans les musées de Lille
Hélène Lobir
- 85 Droite et gauche. Dextre et senestre. Lecture et identification des armoiries présentes dans plusieurs tapisseries de Werniers
Dominique Delgrange
- 101 *L'histoire de Télémaque* d'Arnould de Vuez (1644-1720). Identification d'une tenture de tapisserie de la manufacture royale de Beauvais
Jean Vittet
- 123 Les *Tenières* de la manufacture De Melter et Werniers à Lille
Pascal-François Bertrand
- 175 Catherine Ghuys, veuve Werniers, une entrepreneuse de tapisserie d'exception
Pascal-François Bertrand

Varia

- 189 Gantois ou Hollandais ? Les origines de Hugo van der Goes et les débuts de sa carrière
Jan Dumolyn, Erik Verroken
- 223 Du métier de bailli dans le comté de Flandre : le cas d'Hubert Ghommer, bailli de Lille (1429-1441)
Valentin De Craene
- 255 L'épiscopat et les « miracles » dans le diocèse de Cambrai (milieu xvi^e-milieu xvii^e siècle)
Philippe Desmette
- 285 Pratiques d'inventaire et discours critique sur les écoles du Nord : les brouillons pour le *Catalogue raisonné des tableaux du roi* de François-Bernard Lépicié
Léonie Marquaille
- 309 Évolution des formations à l'Université de Lille 1 : initiatives pédagogiques et professionnalisation des études (1970-2002)
Francis Gugenheim

Documents

- 351 Parcours d'un jeune géographe dans les années 1960 : souvenirs d'Alain Barré sur l'Institut de géographie de Lille
Alain Barré

375 Soutenances

391 Comptes rendus

Évolution des formations à l'Université de Lille 1 : initiatives pédagogiques et professionnalisation des études (1970-2002)

Evolution of training at the University of Lille 1: educational initiatives and professionalization of studies (1970 to 2002)

309

Francis Gugenheim*
Université de Lille

francis.gugenheim@univ-lille.fr

L'université de Lille 1, créée sur les fondations de l'ancienne faculté des sciences de Lille, a plusieurs caractéristiques spécifiques. Elle a pour socle une faculté des sciences qui venait de créer, en 1969, le département de « sciences appliquées », création qui s'est effectuée dans la foulée de l'arrêté du 12 juin 1969, conséquence des événements de mai-juin 1968, donnant naissance à « l'Université des sciences et techniques de Lille » dont l'appellation prend précisément en compte la volonté de donner une place importante aux « sciences appliquées ». Désormais dans l'enseignement universitaire des sciences, la part des « techniques » pour répondre aux besoins immédiats de la société et donc en lien avec les entreprises, est « autant » valorisée que la part des « sciences » visant à la formation des futurs enseignants et au développement de la recherche scientifique. Elle est néanmoins une université pluridisciplinaire suite au rattachement des départements ou instituts d'économie, de géographie et de sociologie. Même si cette pluridisciplinarité met du temps à se développer, elle se manifeste dans

Un nombre important des enseignants-chercheurs qui assument des responsabilités dans la nouvelle structure a participé activement aux réflexions menées à la faculté des sciences depuis 1968 pour rénover l'enseignement et le rendre plus accessible à une population de bacheliers désormais plus nombreuse et socialement plus diversifiée ainsi qu'à une population plus âgée à qui il convient de permettre d'accéder à l'enseignement supérieur par la formation continue. La collaboration nouée, dès l'origine de la faculté des sciences en 1854, avec les entreprises régionales en matière de recherche, son rôle dans la création d'instituts professionnalisés et les liens qu'elle garde avec deux écoles d'ingénieurs présentes sur le campus scientifique avant 1969 favorisent le développement de formations dont les débouchés ne se limitent pas aux métiers de l'enseignement et à la recherche publique, aussi importants soient-ils². Notre contribution montre comment s'est concrétisé à l'USTL, entre 1970 et 2002, le double objectif d'une transformation du mode d'enseignement universitaire et d'une ouverture de ses finalités en vue de l'insertion professionnelle des diplômés.

*Francis Gugenheim, ancien ingénieur de recherche de l'Université, a été le directeur de l'Observatoire des formations et de l'insertion professionnelle (OFIP) de l'Université de Lille 1 de 1990 à 2004 et chercheur associé au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE) de 1983 à 1996.

1. — Cette contribution s'intéressant prioritairement à l'évolution des formations universitaires longues, elle n'aborde que de façon marginale celles de l'IUT même si « les innovations pédagogiques telles que les groupes de TD et TP restreints (24 et 12 étudiants respectivement), le contrôle continu des connaissances, la présence obligatoire des étudiants, la participation des professionnels à l'enseignement, les stages, l'enseignement des langues, seront des éléments qui, par la suite seront souvent adoptés » (C. Crincket et al., *L'histoire de l'IUT A de 1966 à 1986*, ASA, Université de Lille 1, t. 11, 2016, p. 11).

2. — L'institut industriel du Nord (IDN) devenu École centrale de Lille et l'École nationale supérieure de chimie de Lille dont l'enseignement est principalement assuré par des enseignants-chercheurs de la faculté.

La nouvelle université, créée à partir de l'ancienne faculté des sciences, mais qui inclut aussi l'UER de sciences économiques et sociales et l'Institut de géographie, dispose désormais d'une large autonomie par rapport au Rectorat mais souffre de la grave pénurie de moyens accordés alors aux universités par les ministères de tutelle. Si l'augmentation massive du nombre des étudiants des universités au cours des années 1960 a fait comprendre la nécessité pour les diplômés de sciences de trouver aussi des débouchés en entreprise, la fin des Trente Glorieuses rend les embauches moins faciles. Certains enseignants-chercheurs, très soucieux de l'autonomie de l'université, ne sont pas cependant favorables aux relations qui s'instaurent entre l'USTL et les entreprises. La décennie 1970-1980 voit à Lille 1, se multiplier des innovations nombreuses mais encore testées dans des filières spécifiques et réduites.

Le contexte général : l'enjeu des débouchés et de la rénovation pédagogique

L'enjeu pour les responsables de l'établissement est de maintenir la double vocation fondatrice de développer un enseignement « appliqué » ouvrant aux diplômés des carrières en entreprise, sans abandonner les rôles plus traditionnels des universités en matière de formation des enseignants dans une région sous-scolarisée par rapport à la moyenne nationale. En 1974, la sous-représentation du Nord-Pas-de-Calais par rapport à l'ensemble des régions françaises en termes de nombre de bacheliers par classe d'âge est de 28 %³. La formation des enseignants des collèges et lycées est donc, tout du moins jusqu'au début des années 1990, un des objectifs majeurs de l'USTL. Par ailleurs le constat de la sous-scolarisation régionale amène l'USTL à être pionnière en matière de formation continue des adultes en s'appuyant sur l'expérience déjà acquise de deux structures d'enseignement pour adultes rattachées en 1970 à l'USTL : le Centre universitaire économie et éducation permanente (CUEEP) et l'Institut de préparation aux affaires (IPA) créé en 1956.

La période des années 1970 est une période d'innovation pédagogique intense dans laquelle s'investissent un nombre important d'ensei-

3. — En 1974, la part des bacheliers dans la génération correspondante était de 17,4 % pour l'académie de Lille et de 24,2 % pour la France (*Note d'information* 96-03, mars 1996, DIPEP, Rectorat Lille).

Michel Parreau, doyen de la faculté des sciences de 1961 à 1964 avait créé les antennes universitaires de Calais, Valenciennes et Saint Quentin et, directeur du département de mathématiques de 1966 à 1968, avait associé les maîtres assistants à la gestion du département en préfigurant le futur fonctionnement des UER. Il devient le deuxième président de la nouvelle université de Lille 1. Interrogé à l'âge de la retraite sur la période du début des années 1970, il déclarait : « Autant vous pouvez faire de l'enseignement culturel et désincarné à quelques centaines d'étudiants, autant, quand vous en avez 10 000 sur les bras, vous êtes obligé de vous préoccuper de leur avenir⁴ ».

La création en 1974 d'une cellule d'information et d'orientation à l'USTL, à la suite de l'incitation tant politique que financière du ministère, n'est pas, en soi, originale⁵. Par contre la façon dont la direction de l'USTL

4. — C. Agulhon, B. Convert, F. Gugenheim et S. Jakubowski, *La professionnalisation. Pour une université utile ?*, Paris l'Harmattan 2012, p. 39.

5. — 45 universités ont demandé une convention au ministère en 1973 et elles ont été ensuite imitées par presque toutes les autres au cours des années suivantes.

La relative stabilisation du nombre des étudiants au cours des années 1970, après le boom de la démographie étudiante des années 1960⁷, permet également de mener dans la durée plusieurs expérimentations pédagogiques malgré la pénurie des moyens accordés par le ministère. Même si le caractère imposé des réformes ministérielles est à l'origine de divers mécontentements, leur mise en place est aussi l'occasion d'entamer les expériences pédagogiques souhaitées et de créer de nouvelles filières. En premier cycle, le DEUG (diplôme d'études universitaires générales) est créé en 1973 dans toutes les disciplines autres que médecine, odontologie et pharmacie. En deuxième cycle, les MST (maîtrises de sciences et techniques) et les MSG (maîtrises de sciences de gestion) sont créées en 1971. Ces formations à entrée sélective bénéficient de moyens spécifiques. En 1976, la réforme des 2^{es} cycles a pour objectif de permettre aux universités de dispenser un plus grand nombre de formations préparant les étudiants à la vie active et à l'exercice des responsabilités professionnelles. En troisième cycle, à côté du DEA (diplôme d'études approfondies) institué en 1964, est créé en 1974 le DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées), permettant une insertion professionnelle aux diplômés de l'université de niveau Bac +5.

En matière pédagogique, l'innovation la plus emblématique est le DEUG A (mathématiques et sciences physiques) dit « DEUG alterné ». Les étudiants engagés dans cette formule commencent leur vie univer-

7. — Le nombre d'inscrits dans l'enseignement universitaire lillois est passé de 10 810 à 32 277 entre 1960-1961 et 1970-1971 (multiplication par 3) et de 32 277 à 37 326 entre 1970-1971 et 1980-1981. Cette dernière augmentation de 16 % au niveau global se réduit à 12 % pour l'USTL (J.-F. Condette, « L'explosion universitaire lilloise. Les étudiant-e-s dans les facultés et les universités publiques de Lille (xix^e siècle—début xx^e siècle) », *Revue du Nord*, n° 442-443, janvier-juin 2022, p. 29-84).

sitaire par un stage de quatre mois dans une entreprise (le plus souvent industrielle) rémunéré au SMIC⁸. Avec ce DEUG « alterné », créé en 1974 et qui durera 22 ans, la Présidence de l'USTL s'approprie une incitation ministérielle, avec l'idée qu'elle permet à l'étudiant d'instaurer un rapport plus « responsable » à ses études. Les premiers stages sont créés grâce à la constitution d'un « Comité liaison Université-Économie » réunissant responsables universitaires et représentants des entreprises. Au cours de leurs stages les étudiants sont suivis à la fois par un cadre de l'entreprise et par un enseignant. Ces visites sont pour les enseignants des occasions de contact avec l'industrie. Elles suscitent de fait d'autres formes de coopération avec l'USTL : contrats de recherche appliquée, stages d'étudiants d'autres filières et interventions de représentants des entreprises à l'université. En matière d'acquisition de connaissances disciplinaires (ici les mathématiques, la physique et la chimie), le DEUG alterné adopte « la pédagogie par objectifs », méthode d'enseignement introduite en France par Bertrand Schwartz visant à rendre les apprenants beaucoup plus actifs⁹. Malgré la faiblesse des effectifs initiaux¹⁰, le DEUG alterné, qui bénéficie de crédits ministériels spécifiques, est doté d'un secrétariat pédagogique quinze ans avant que cette structure ne soit instaurée dans les autres DEUG. Le succès de l'expérimentation doit beaucoup à l'implication des enseignants et de la secrétaire fidèle à son poste jusqu'à la disparition de ce DEUG en 1996 dans un contexte désormais moins propice, comme on l'explicitera plus loin.

Entre 1973 et 1981, les inscrits en DEUG A peuvent choisir une structure pédagogique dite « DEUG personnalisé » avec un système original de travail collectif : groupes de quatre étudiants progressant selon un système de fiches préparées par les enseignants qui intègrent cours et travaux dirigés. La méthode est voisine sur plusieurs aspects de celle mise en place en DEUG alterné mais créée par des mathématiciens travaillant ensemble à l'Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) et très investis dans une démarche post-soixante-huitarde de changement des rapports entre catégories d'enseignants (opposition au « mandarinat » des professeurs) et entre enseignants et étudiants (opposi-

8. — À partir de l'année 1982-1983 la durée du stage est réduite à trois mois pour permettre aux entreprises de bénéficier de la législation sociale concernant les stages et la rémunération est alignée sur celle des autres étudiants stagiaires.

9. — La méthode s'appuie sur trois éléments indissociables : la formulation des objectifs, les évaluations diversifiées en cohérence avec les objectifs et la gestion du temps en cohérence avec les objectifs et les évaluations.

10. — Le nombre d'inscrits en 1^{re} année passera de 20 en 1974 à un peu plus de 80 à la fin des années 1980.

L'objectif principal du Centre université économie et éducation permanente (CUEEP), créé par André Lebrun en 1968, est, au début des années 1970, de permettre l'accès à l'enseignement supérieur d'adultes prématurément écartés du système scolaire et donc non détenteurs du baccalauréat. À partir de 1973, le CUEEP organise une préparation à l'« examen spécial d'entrée à l'université » (ESEU), créé par le ministère en 1969 pour augmenter le nombre de candidats et leur donner de meilleures chances de réussite. Dès 1975 André Lebrun obtient l'autorisation que cet examen puisse être obtenu dans le cadre d'un enseignement par unités capitalisables soumis au contrôle continu des connaissances (cas alors unique en France).

11. — F. Gugenheim et J. Thibaut, *L'évolution des structures pédagogiques du DEUG A de l'université de Lille 1*, CLERSE, SUAIO, USTL, septembre 1986 (résultats comparés au cours de la période 1974-1975/1983-1984).

C'est ce même principe d'enseignement par unités capitalisables qu'adopte l'USTL pour l'organisation d'une préparation au DEUG s'adressant aux salariés inscrits dans le cadre de la formation continue proposée par le CUEEP et à d'autres personnes ne pouvant étudier à temps plein. Les DEUG par unités capitalisables sont mis en place pour les DEUG de Sciences (DEUG A et DEUG B) dès 1975 et ensuite dans les DEUG des autres disciplines.

Les enseignants utilisent la même « pédagogie par objectifs » que celle évoquée pour le DEUG alterné. Les DEUG par unités capitalisables sont maintenus jusqu'à l'instauration du LMD au début des années 2000. L'enseignement par unités capitalisables devient également une référence pour la formation continue en DUT.

Dans une région industrielle où l'enseignement technique est une voie privilégiée de promotion sociale, la création des IUT en 1966 et les possibilités de poursuites d'études pour les diplômés de DUT et BTS qui l'accompagnent (décrets ministériels de 1967 et 1968) apparaissent comme une opportunité à saisir par l'USTL. À la différence d'autres universités scientifiques, souvent peu enclines à valider les cursus technologiques, celle de Lille, sous l'impulsion d'André Lebrun, met tout de suite en place une procédure d'admission sur dossiers avec une commission chargée de ventiler les candidats en trois catégories : les admis en 2^e cycle (avec ou sans complément à effectuer en 1^{er} cycle), les admis en deuxième année de 1^{er} cycle et les autres (invités à effectuer un 1^{er} cycle complet en cas de souhait de poursuite d'études supérieures). Dans cette logique l'USTL crée une section de DEUG pour accueillir les diplômés de DUT et BTS admis en deuxième année de DEUG A intitulée « DEUG A'2 » à partir de 1974. L'objectif est de faire acquérir les bases théoriques nécessaires à la poursuite d'études en second cycle universitaire en utilisant une pédagogie adaptée. Le DEUG A'2 est supprimé lors de la transformation des DEUG de sciences en 1993-1994 qui rend moins nécessaire cette section de DEUG.

Les premières filières « professionnelles » de deuxième et troisième cycles

En complément des filières générales de mathématiques, physique et chimie, de nouvelles filières plus appliquées se développent en lien avec les nouvelles applications des sciences : électronique, électrotechnique, automatique, informatique. Au cours de cette décennie sont créés six MST, une MAGE et un DESS. Quatre MST sont créées dans le cadre de l'école universitaire d'ingénieurs de Lille (EUDIL), laquelle permet aux

diplômés des quatre spécialités (géotechnique-génie civil ; informatique, mesures, automatique ; sciences des matériaux ; instrumentation-formation technico commerciale) d'effectuer une année d'études supplémentaire en vue d'obtenir le diplôme d'ingénieur. La MST « Technologie agricole et alimentaire » est créée dans le cadre de l'UER de biologie suite au rattachement à l'USTL de l'Institut agricole du Nord en 1971¹². La MST « Environnement et aménagement régional » est créée conjointement par l'Institut de géographie et l'UER de biologie. La création de la maîtrise d'informatique appliquée à la gestion qui est créée par le département informatique de l'IEEA (Informatique Électronique, Électrotechnique, Automatique) est un autre exemple de cette coopération interdisciplinaire. Le premier DESS scientifique est celui d'électrotechnique appliquée.

Dans la foulée de la réforme de 1976, le département d'EEA crée la licence de télécommunications en partenariat avec l'IRET (Institut Régional d'Enseignement des Télécommunications), l'UER de chimie réorganise les enseignements de chimie avec une licence de chimie et deux options en maîtrise de (chimie et chimie physique) qui comportent toutes deux un stage industriel de deux mois, des enseignements optionnels spécialisés avec participation de professionnels ainsi que des enseignements liés aux recherches des laboratoires de l'UER et aux spécialités des milieux industriels.

Il existait à la faculté des sciences de Lille d'avant 1968 une tradition de coopération des laboratoires de recherche avec l'industrie régionale en biologie, chimie, électronique, électrotechnique et automatique, géologie¹³. Cette coopération s'accroît au cours des années 1970 avec la nécessité de trouver des nouveaux débouchés pour les titulaires de thèse¹⁴. Dès 1976, le laboratoire de physique, le LSPES (laboratoire de structure et propriétés de l'état solide) a des collaborations avec Rhône-Poulenc qui propose à des thésards formés sur les polymères des postes d'ingénieurs dans un groupe international. Une « bourse de l'emploi des docteurs de 3^e cycle » est créée en 1978 dans le cadre du SUAIO à l'instigation de l'équipe de direction de l'USTL en partenariat avec les laboratoires de recherche et l'association Bernard Grégory coordonnant ces « bourses

12. — Il devient l'Institut agro-alimentaire de Lille (IAAL) en 1985 avec une habilitation à délivrer le titre d'ingénieur suite à une troisième année de spécialisation.

13. — Voir les publications de l'ASA-Lille 1 ayant trait au développement des diverses disciplines scientifiques et des instituts.

14. — Pour les doctorants de sciences le contraste est grand avec la décennie précédente où la croissance massive des effectifs et le soutien gouvernemental aux disciplines scientifiques avait entraîné une situation où la poursuite d'études en 3^e cycle, souvent suscitée par les professeurs, était fréquemment corrélée à une création de poste d'assistant à l'université.

L'évolution des formations en sciences économiques, gestion et sciences humaines

En sciences économiques où les effectifs de DEUG sont d'emblée très importants (de l'ordre de 600 inscrits en première année), le manque d'enseignants de rang A contraint les maîtres assistants et surtout les assistants non titulaires, aidés par des chargés de travaux dirigés, à assumer quasiment seuls l'enseignement pendant plusieurs années¹⁶. Le mouvement pour la titularisation des assistants y a, de ce fait, plus d'importance que dans d'autres disciplines. Dans ce contexte difficile, on peut considérer comme une performance le renforcement des matières quantitatives des mathématiques et des statistiques en vue de répondre aux besoins de l'économie ; renforcement effectué avec l'aide des enseignants de l'UER de mathématiques et la mise en place d'un DEUG par unités capitalisables parallèlement à celui créé en sciences. Malgré les divergences entre enseignants sur l'orientation à donner à l'enseignement des sciences économiques, une maîtrise de sciences de gestion (MSG) préparant spécifiquement les étudiants à entrer dans la vie professionnelle est créée en 1976. Cette formation est rattachée à partir de 1982 à l'Institut de préparation aux affaires (IPA), institut autonome par rapport à la nouvelle UER des sciences économiques et sociales. En sciences économiques est créé le DESS « Décision et Gestion Publiques » tandis qu'en sciences de gestion le CAAE (certificat d'aptitude à l'administration des entreprises), déjà existant, est adapté pour devenir un DESS en s'affirmant comme un des premiers DESS à double compétence ouvert aux cadres d'entreprises

15. — Outre l'installation sur le campus, il s'agit dans les trois cas d'assumer une autonomie récemment acquise de l'économie par rapport au droit, de la géographie par rapport à l'histoire, de la sociologie (qui n'est enseignée dans les universités françaises que depuis 1958) par rapport à la philosophie.

16. — À la suite des événements de mai-juin 1968, la plupart des professeurs de sciences économiques de l'ancienne faculté de Droit et Sciences Économiques de Lille ont rejoint les universités parisiennes.

En géographie, le nombre d'étudiants est voisin de celui des étudiants en sociologie²⁰. Au niveau pédagogique, les « sorties de terrain » et les « voyages d'études » sont une spécificité de la géographie lilloise qui se maintient malgré l'augmentation des effectifs. En deuxième cycle, si l'enseignement est principalement lié à la préparation des concours de l'enseignement secondaire (CAPES d'histoire et géographie et agrégation de géographie), la mise en place de la MST « Environnement et aménagement régional » (ENVAR) en concertation avec l'UER de biologie, est une initiative à la fois originale (créer une formation professionnelle ayant trait à la fois à l'environnement et à l'aménagement associant des « littéraires » à des « scientifiques ») et déterminante pour l'orientation globale de l'enseignement de l'Institut de géographie dans lequel les formations appliquées ayant trait à l'aménagement du territoire prendront de plus en

20. — Le nombre des inscrits en DEUG oscille entre 100 et 180 entre 1974 et 1985. Voir C. Kergomard dans *L'institut de géographie de 1970 à 1986. Une double mutation : l'insertion dans une université scientifique et l'arrivée sur le campus d'Annappes*, Lille 1, ASA, t. 9 de l'*Histoire de la faculté des sciences de Lille et de l'Université Lille 1 – Sciences et technologie*, 2011.

plus d'importance. Un premier DESS intitulé « Conception et Techniques Cartographiques » est créé au cours de la même période. L'existence de plusieurs laboratoires en géographie humaine et en géographie physique permet une préparation locale de thèses de troisième cycle.

À la suite de la loi Delors favorisant la formation professionnelle continue de 1971²¹, le CUEEP met en place en 1973 avec le soutien financier du conseil régional et en cohabilitation avec l'université de Lille 3, le diplôme de formation d'adultes (DUFA) de niveau bac +2 sur la base d'un système d'unités de valeur comprenant outre un enseignement de sciences humaines (philosophie, psychologie, sociologie) un apprentissage de techniques d'observation du travail et un mémoire professionnel. Le DUFA est à l'origine d'une option de la future licence de sciences de l'éducation orientée vers la formation d'adultes mise en place à Lille 1 en contrepartie de celle orientée vers la formation initiale mise en place à Lille 3. Grâce au partenariat entre les deux universités se développe par la suite une filière complète de formation de la licence au doctorat en incluant IUP, DESS puis Master. Avec l'aide d'enseignants de sciences économiques, le CUEEP crée également le diplôme universitaire de sciences économiques et sociales (DUSES) ouvert aux adultes sans formation supérieure. En cohabilitation avec l'université de Lille 3 sont également créées les licence et maîtrise de sciences sociales appliquées au travail (LSSAT et MSSAT) permettant à un public d'adultes (souvent des travailleurs sociaux) d'accéder à des emplois qualifiés dans les organismes de régulation du marché du travail et des services de ressources humaines.

Les années 1981-1991 : les améliorations pédagogiques concernent une population étudiante plus importante et le nombre de filières professionnalisées augmentent

L'arrivée de la gauche au pouvoir desserre le carcan administratif et financier des années 1970. Néanmoins les moyens ne sont pas à la mesure des besoins qui se sont accrus. On observe une reprise brutale de la croissance du nombre des étudiants liée à la hausse nationale de la scolarisation au niveau des lycées entraînant une hausse du taux d'accès

21. — Loi du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue en France; loi qui permet au salarié de bénéficier, à son initiative, d'un congé de formation rémunéré et qui oblige les entreprises de plus de 10 salariés à participer au financement des actions de formation.

25. — ATP (action thématique programmée) sur les transitions dans le système éducatif en 1984, colloque Université Paris Dauphine Paris Dauphine mai 1987 intitulé « Orientations et

26. — Sur cette réforme, voir J.-P. Sawerysyn, *Pédagogies innovantes en formation initiale et continue pour les entrants à l'Université de Lille 1 de 1970 à 1995*, Université de Lille, Groupe « mémoire orale » de l'ASAP, 2020 (<https://asap.univ-lille.fr>) ; J. Bourgain, A. Carette, C. Dumont, F. Gugenheim, F. Langrand et D. Lusiak (coord.), « Nouvelles réalités, nouvelles exigences, une option volontariste : le SUAIO », ASA-Lille 1, t. 10 de *l'Histoire de la faculté des sciences de Lille et de l'Université Lille 1 – Sciences et technologie*, 2011.

La semestrialisation initiale des DEUG ne peut fonctionner que pendant les trois années 1984-1985, 1985-1986 et 1986-1987. Cette réforme, qui bouleverse en profondeur l'organisation des DEUG se heurte à des difficultés techniques liées à l'insuffisance du nombre des enseignants, à la difficulté de mettre suffisamment de locaux à leur disposition et au découragement d'une partie d'entre eux qui, à la différence des participants des innovations pédagogiques des années 1970, ne sont pas tous convaincus du bien-fondé de cette expérimentation à grande échelle. Son abandon au bout de trois ans ne se traduit pas un simple retour à l'organisation antérieure du premier cycle scientifique. À partir de cette expérimentation, le fonctionnement des DEUG généralise les secrétariats pédagogiques, donne de l'importance au contrôle continu, maintient un découpage semestriel dans l'organisation pédagogique, officialise les procédures de réorientation interne à Lille 1 et de réorientation externe (avec les partenaires du SUAIO au niveau de l'académie). L'ensemble de ces mesures se traduit par une amélioration sensible des résultats aux examens.

28. — Trois DEUST ouvrent dès l'année de création du diplôme : à Calais (les activités marines) et à Villeneuve d'Ascq (travaux des collectivités territoriales, informatique pour PME-PMI).

À la demande de l'université, Raymond Moché, enseignant-chercheur de mathématiques, élabore un dossier pour obtenir l'habilitation du DEUG Mathématiques, informatique et sciences sociales (MISS) dont l'originalité est d'associer les mathématiques, l'informatique et les sciences économiques. La formation inclue aussi un stage en entreprise d'un mois en seconde année. Il est donc à la fois pluridisciplinaire et à visée professionnelle. Selon l'option choisie en seconde année, il permet des poursuites d'études en licence de mathématiques ou d'informatique ou en MIAGE d'une part et en économie ou sciences de gestion d'autre part. Le DEUG MISS est mis en place à la rentrée 1984-1985 et rattaché au 1^{er} cycle de sciences économiques avec un mode de recrutement qui s'appuie sur le dossier d'orientation pédagogique utilisé pour les DEUG A et B. Il est habilité par le ministère de l'Éducation nationale en 1990-1991 sous l'intitulé « DEUG Mathématiques appliquées et sciences Sociales (MASS) ». Ce DEUG est maintenu jusqu'à la réforme LMD avec des effectifs d'étudiants en première année dépassant parfois la norme initiale des 120 inscrits.

Le DEUG B à stage intégré est une autre innovation lancée dans ces années 1981-1991. Au cours de la période de semestrialisation des DEUG A et B, François Caner, enseignant-chercheur de biochimie utilise la période *a priori* vacante des cursus des étudiants de la filière chimie-biologie qui obtiennent leur diplôme en février pour faire effectuer des stages en entreprise à des étudiants volontaires. Ces derniers bénéficient ainsi d'une expérience professionnelle déterminante pour la poursuite d'études. Comme les stages font l'objet d'une visite systématique, ils renforcent les partenariats avec les milieux professionnels. L'expérience s'étant montrée positive en termes de maturation des projets professionnels et d'orientation en second cycle, il obtient de son UER la possibilité de créer une section spécifique au sein de la filière chimie biologie (option de la 2^e année de DEUG) dite « Biostages » incluant un stage en entreprise de deux mois avec un resserrement du temps consacré à l'enseignement (analogue à celui pratiqué en DEUG A alterné). Entre 1989 et 1999, 60 étudiants par an profitent de cette opportunité avec des résultats au DEUG supérieurs à la moyenne. Cette expérience unique en France dans les enseignements de premier cycle de biologie est poursuivie jusqu'en 2002.

L'Université de Lille 1 met en place des sections spécifiques pour les bacheliers n'ayant pas les acquis suffisants pour réussir dans le DEUG choisi (bacheliers F en DEUG A et B, bacheliers D en DEUG A). Dès la création des baccalauréats technologiques, des bacheliers titulaires d'un baccalauréat F souhaitent quitter l'enseignement technique et s'orienter

vers des études universitaires longues. Consciente de leurs difficultés, l'USTL regroupe ces étudiants dans une section spécifique de façon à leur délivrer un enseignement adapté. Dans le cadre de la rénovation des premiers cycles les bacheliers F souhaitant s'inscrire en DEUG A ou B sont orientés vers un « semestre long » spécifique. Deux filières sont mises en place : l'une préparant à l'entrée en DEUG A, l'autre en DEUG B. Après 1987, est mis en place un DEUG en trois ans pour ces bacheliers. La création d'une section expérimentale en DEUG A dédiée aux titulaires d'un baccalauréat D (à dominante sciences de la nature et de la vie) est, elle, décidée en 1989. Cette section limitée à 120 étudiants, animée par Didier Dangoisse, enseignant-chercheur en physique, est réservée aux étudiants intéressés par les sciences exactes susceptibles d'être en difficulté dans une section « classique » de DEUG A.

La création des antennes de 1^{er} cycle de Dunkerque et Lens en 1987 (à laquelle vient s'ajouter pour les sciences économiques une unité d'enseignement à Béthune) reprend les initiatives de l'ancienne faculté des sciences qui avait créé les antennes de Calais et Valenciennes dans les années 1960 avec la même volonté de démocratiser l'accès à l'enseignement universitaire mais avec des moyens plus importants pour faire face à une augmentation du nombre des bacheliers de l'académie beaucoup plus massive.

La nécessité pour les élèves des écoles normales d'obtenir le DEUG (« DEUG Instituteurs » créé en 1979 précédant l'obligation à partir de 1985 d'obtenir un DEUG pour se présenter aux concours d'entrée dans les écoles normales d'instituteurs), amène une nouvelle catégorie d'étudiants à s'inscrire dans les DEUG de sciences en suscitant à l'UFR de mathématiques une initiative de formation spécifique pour des étudiants rebutés par cette discipline pendant leurs études secondaires. Cette initiative s'inscrit dans celles prises par les enseignants de mathématiques membres de l'IREM (Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques) qui, depuis 1970, cherchent à améliorer la formation des maîtres de l'enseignement primaire.

Le développement des filières de deuxième et troisième cycles en sciences

Dans une période d'augmentation importante des effectifs d'élèves des collèges et lycées, et donc de besoins d'enseignants, l'USTL développe des préparations aux concours des CAPES, CAPET et à ceux de l'agrégation dans les diverses disciplines où elle est concernée avec des résultats estimés à l'époque très honorables.

Dans la continuation de qu'il avait entamé au cours des années 1970, le SUAIO développe les sessions spécifiques à la préparation de l'emploi rendues obligatoires dans plusieurs filières³², met à disposition des étudiants des résultats d'enquêtes sur le devenir des diplômés et, élément

32. — Le nombre de participants à ces sessions passe de 44 en 1978-1979 à 429 en 1986-1987.

33. — En 1988-1989, date du début de l'enregistrement systématique des conventions de stage hors formation d'ingénieurs et DUT, le nombre de stages enregistré est de 1 120.

L'évolution des formations en sciences économiques – gestion et sciences humaines

Les enseignants d'économie sont amenés à intervenir dans le magistère en sciences sociales du travail créé dans le cadre de la faculté par un enseignant de sociologie. Sont créés également durant cette période les DESS « commerce extérieur » (COMEX) et « gestion des administrations et des collectivités locales » (GACL). Les DESS de sciences économiques et gestion sont, dès ces premières créations, des formations inédites par rapport aux écoles de commerce pour répondre à des besoins spécifiques des entreprises et des administrations³⁴ dont la définition est souvent la résultante d'une coopération entre universitaires et professionnels. Ces créations de filières appliquées impliquant des stages sont aussi le signe

34. — Le DESS « Gestion des administrations et collectivités locales » a ainsi été créé avec le parrainage de la Chambre Régionale des Comptes et la Trésorerie Régionale.

D'abord une initiative interne : celle de la création en 1986 du magistère en sciences sociales du travail, renommé dès l'année suivante « Magistère en développement de ressources humaines » (MDRH) dont le premier directeur est Jean-René Tréanton, cheville ouvrière du développement de la sociologie à Lille qui, tout au long de sa carrière s'est préoccupé du devenir des étudiants. Le magistère, filière sélective à recrutement pluridisciplinaire, est un symbole institutionnel important. Il incite en effet les étudiants de la filière générale de sociologie à réfléchir à leur insertion professionnelle. En deuxième lieu, une initiative externe (même si elle a été soutenue par des enseignants-chercheurs et si elle a bénéficié des locaux de l'Institut pour son fonctionnement) : l'Association Sociologie,

36. — Ces emplois souvent précaires constituaient une étape dans un processus d'insertion professionnelle diversifiée (une partie des chargés d'études continuant ou non des études de 3^e cycle intégrant à terme le CNRS, une autre partie trouvant des emplois dans des emplois publics, parapublics ou associatifs).

entreprise, administration, collectivités (SENAC), créée par Jean-Luc Dujardin (ancien étudiant de sociologie, co-dirigeant d'une entreprise de formation) et Jules Thibaut ingénieur CNRS du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques (CLERSE). SENAC a profité de l'extension des conventions de stages aux étudiants des filières générales de l'USTL pour la mise en place de stages permettant aux étudiants de deuxième cycle de faire une ou plusieurs expériences de travail, de réfléchir aux applications de leurs connaissances académiques et de forger leur projet professionnel. La création de divers DESS au cours des années 1990 entraîne ensuite la disparition de SENAC qui a eu, au moins partiellement, un rôle d'aiguillon pour leur mise en place.

En géographie, de façon parallèle, le nombre d'entrants en première année augmente fortement (nombre multiplié par 2,8 entre 1982 et 1992, avec une augmentation plus sensible au cours des 5 dernières années considérées). Le changement le plus marquant est l'augmentation de la part des bacheliers d'origines sociales modestes qui, bénéficiant de l'amélioration du réseau de transport en commun (métro et TER), logeaient désormais souvent chez leurs parents. L'enseignement de l'Institut de géographie reste prioritairement orienté vers la préparation aux concours de l'enseignement mais la MST ENVAR où le rôle des géographes « aménageurs du territoire » est désormais dominant par rapport aux biologistes, constitue un pôle d'attraction croissant. La diversification des axes de la formation de la MST (transport, droit activités commerciales) entraîne un appel à plus d'intervenants extérieurs mais aussi intérieurs à l'Institut. Cette diversification ouvre ensuite la voie à la création du DESS « Aménagement et management des espaces et équipements de loisirs, de tourisme et de sport » (EUROTOS) en 1990 et à deux DESS dans les domaines de l'éco-développement et de l'urbanisme lors de la décennie suivante. Au cours de cette décennie, deux structures ressources tant pour les enseignants que pour les étudiants sont développées : la bibliothèque qui bénéficie, à partir de 1974, d'une bibliothécaire spécialisée (triplement du nombre d'ouvrages, doublement du nombre de titres de périodiques) et la cartothèque, lieu emblématique de formation des étudiants.

En Sciences de l'Éducation, les formations (licence, maîtrise et deux DESS) sont principalement orientées vers les métiers de la formation continue, à la différence des cursus en Sciences de l'éducation de Lille 3, plus centrés sur la formation initiale.

La création du SUDES

La création en 1986 du service universitaire de développement économique et social (SUDES) donne un essor particulièrement significatif à la formation continue dans les filières universitaires. Avec le développement des formations financées par les entreprises et les diverses collectivités, l'USTL cherche à permettre aux salariés (et autres publics assimilés) de préparer un nombre croissant de diplômes universitaires, de niveau Bac +2 à Bac +5 selon un régime spécifique. On remarque que même si le développement de la formation continue à l'USTL n'a pas pour objectif celui des formations professionnelles, le premier, de fait, soutient le second. L'enseignement par unités capitalisables, au départ simple novation pédagogique des années 1970 à objectif limité à certaines catégories d'étudiants, est le vecteur d'une évolution profonde de l'université qui va progressivement accueillir, en formation initiale comme en formation continue, un public plus diversifié socialement et scolairement et plus en recherche de formations à caractère appliqué (DUT, MST, DESS, Écoles d'ingénieurs).

331

Les années 1992-2002 : la chute des inscriptions en sciences, la poursuite de la professionnalisation et le rééquilibrage du nombre d'inscrits par niveau d'études

Une série d'événements quasi-simultanés modifient le fonctionnement des universités lilloises et en particulier celui de Lille 1. Au niveau institutionnel et politique, la création en 1992 des universités d'Artois et du Littoral-Côte d'Opale modifie la carte régionale des formations universitaires en augmentant sensiblement l'offre de formation en dehors de la métropole lilloise. La création des IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres) en 1990 diminue le rôle des universités préexistantes dans la formation des enseignants des collèges et lycées. Dans le même temps, les contrats quadriennaux entre l'État et les universités amènent ces dernières à formaliser des projets d'établissements. Les contrats, désormais une source de financement importante et de création de postes d'enseignants incluent des rééquilibrages entre disciplines et suscitent une évaluation périodique des projets qui ont été validés. Au niveau de la démographie étudiante, on assiste dans le même temps à l'arrêt temporaire du mouvement quasi-séculaire de la hausse nationale du taux d'accès au baccalauréat par classe d'âge. Ce taux stagne entre 62 % et 64 % de 1995 à 2008 dans un contexte plus général d'évolution démographique à la

Analyse du contexte et de ses conséquences pour l'Université de Lille 1

En matière de formation initiale, le rapport prend acte de la fin de la période de forte croissance du nombre de bacheliers des séries générales et de la stagnation prévue du nombre de bacheliers scientifiques dans les années à venir. Il prend acte de l'entrée dans une période de concurrence appelée à augmenter et de l'image peu favorable des universités suscitée

38. — Rapport publié dans *Bulletin d'information et de liaison* de l'USTL, n° 24, janvier 1995.

40. — Comme l'illustrera en 2006, le colloque « La crise mondiale des sciences » à l'initiative de la Région Nord Pas-de-Calais.

La mise en place des nouveaux DEUG de sciences. La réforme nationale des DEUG scientifiques, à partir de 1993-1994, scinde le DEUG A « Sciences et structures de la matière » (SSM), fondé sur l'enseignement des mathématiques et des sciences physiques, en un DEUG « Mathématiques, Informatique et applications aux sciences » (MIAS) et un DEUG « Sciences de la matière » (SM) donnant priorité aux sciences physiques. La réforme crée également un nouveau DEUG, le DEUG « Technologie Industrielle » (TI), devenu « Sciences et Technologies pour l'Ingénieur » (STPI) ouvert à la fois aux bacheliers scientifiques et technologiques. Le DEUG B « Sciences de la Nature et de la Vie » est remplacé par un DEUG « Sciences de la Vie » (SV) et un DEUG « Sciences de la terre et de l'univers » (STU). Cette réforme des DEUG scientifiques est réalisée parallèlement à celle des séries scientifiques des lycées⁴², laquelle remplace les séries C, D et E par la seule série S comportant néanmoins quatre spécialités (mathématiques, physique-chimie, sciences de la vie et de la terre, sciences de l'ingénieur). À partir de 1995, les bacheliers intéressés par le DEUG SM, sont issus principalement de la nouvelle série S -physique-chimie comme le montre l'analyse réalisée par Bernard Convert de l'évolution entre 1994 et 1996 des intentions d'orientation des élèves de terminale de l'Académie de Lille⁴³, analyse qui montre aussi que, au moins lors des premières années de la réforme du baccalauréat, seuls

41. — Par rapport à l'explication liée à la « désaffection » des bacheliers pour les sciences éventuellement complétée par une critique de la pédagogie utilisée dans l'enseignement primaire et secondaire des matières scientifiques, Bernard Convert et Francis Gugenheim dans *Le déclin des sciences* (rapport CLERSE-OFIP, USTL, mars 2006) préfèrent une explication prioritairement basée sur le fonctionnement de l'orientation post-baccalauréat en France dans un contexte de baisse de la démographie étudiante.

43. — B. Convert et F. Gugenheim, *Le déclin des sciences*, op. cit., p. 38-47.

Dans une conjoncture générale où la baisse du nombre d'entrants dans l'enseignement supérieur donne aux bacheliers plus de chances d'accéder aux formations supérieures souhaitées⁴⁴, la base du recrutement du DEUG SM se rétrécit d'autant plus que la création du DEUG « Technologie Industrielle » (TI) devenu STPI, qui à l'instar des IUT et du DEUG alterné affirme une vocation professionnelle avec des stages annuels, représente désormais une concurrence dans le cadre même des DEUG scientifiques de l'USTL.

L'abandon au cours de l'année 2000 du projet de création d'une antenne de premier cycle à Tourcoing est un autre effet collatéral de la baisse des inscriptions dans les filières scientifiques générales. La base du projet était la mise en place d'un DEUG scientifique ouvert à la fois à la formation initiale et à la formation continue avec trois options à partir du second semestre (DEUG MIAS ou SM ou MASS). L'origine de ce projet était la prise de conscience d'une sous-scolarisation post-baccalauréat des habitants de Tourcoing et des communes voisines (soit une zone géographique de près de 300 000 habitants) par rapport à la moyenne du Nord-Pas-de-Calais et d'une surreprésentation dans les filières de

45. — DEUG Mathématiques et applications aux sciences sociales remplaçant le DEUG MISS créé en 1984 et administrativement rattaché à la faculté de sciences économiques et sociales.

On assiste également, dans ces années 1992-2002, à une professionnalisation croissante des filières à chaque niveau du cursus. Les IUP, créés en 1992, dont l'entrée prioritaire s'effectue au niveau Bac +1, donnent à leurs étudiants une formation de trois ans débouchant sur un diplôme d'ingénieur-maître au niveau Bac +4. Mis en place à partir de MST préexistantes ou cohabitant avec des MST ayant gardé leur structure originale, ils augmentent à la fois le poids des formations professionnelles et suscitent des coopérations interdisciplinaires y compris avec des enseignants des IUT, lesquels ont un rôle moteur dans la création des licences professionnelles en fin de décennie. Avant la réforme du LMD, il y a trois IUP et 2 MST⁵⁰ ainsi que trois licences professionnelles⁵¹ et deux licences précédemment

51. — Licences professionnelles « Administrateur de réseaux et de base de données », « Informatique petits systèmes », « Sécurité et qualité dans l'alimentation et les pratiques de soin ».

Les licences et maîtrises de Technologie mécanique et Génie civil, qui accueillent prioritairement les diplômés du DEUG STPI préparent à la fois aux concours de l'enseignement technologique⁵³ et à des débouchés industriels via des compléments d'études en DESS ou écoles, voire directement après la maîtrise de Génie civil. Par ailleurs dans plusieurs disciplines « généralistes » se développent des options plus appliquées ou plus spécifiques au niveau de la maîtrise⁵⁴ ainsi que des formations préparant aux concours de l'enseignement primaire et secondaire dès la licence⁵⁵.

Au niveau du troisième cycle, sur la base du succès au cours des années 1980 de la première vague de création des DESS qui permettent à ses diplômés une insertion en entreprise au niveau ingénieur ou assimilé, l'USTL passe de onze à vingt-trois DESS scientifiques entre 1990 et 1999⁵⁶ dont sept désormais pour les filières de sciences de la nature et de la vie désormais moins sous représentées que lors des créations de la décennie précédente. C'est ici une sorte de période d'âge d'or pour les DESS, formations auxquelles on attribue un bâtiment spécifique (qui accueille aussi des DESS de sciences économiques). Pendant plusieurs années successives sont organisées des cérémonies de remises de diplômes aux lauréats de toutes les formations auxquelles sont invités les représentants des entreprises impliquées dans les formations. Le succès des DESS a comme contrepartie un déclin relatif des DEA. Même si le nombre de DEA habilités passe de treize à seize pendant la même période⁵⁷ et que la formation des inscrits en DEA et en thèse est progressivement structurée autour des écoles doctorales profitant du support de vingt-cinq laboratoires associés au CNRS, les DEA souffrent de l'attrait exercé par les débouchés offerts au niveau Bac +5 par les formations concurrentes à



53. — CAPET et Agrégation de Génie mécanique et de Génie civil.

55. — Licences de sciences et technologies « mention mathématiques et sciences physiques » et mention « biologie-géologie » pour les concours de l'enseignement primaire, licence « génie électrique » en vue du CAPET et du CAPLP2 du même domaine dans les lycées technologiques et professionnels.

56. — Détail dans brochure SUAIO – USTL, DESS 1999-2000, Sciences exactes et sciences de la vie.

57. — Détail dans brochure SUAIO - USTL, DEA, Doctorats 1997-1998, p. 5-27 et 39-45.

Les écoles d'ingénieurs poursuivent, quant à elles, leur développement. L'augmentation du nombre des étudiants de l'EUDIL (750) accueillis dans un bâtiment devenu vétuste et les effectifs de l'IAAL (250) sont à l'origine de la construction d'un nouveau bâtiment pour y installer les deux écoles avec un financement conjoint de l'État, de la Région et des fonds européens (FEDER). Le bâtiment est inauguré en 1999. Parallèlement, en 1992, est créée à l'USTL l'École d'Ingénieur d'exploitation des systèmes de production (IESP) à l'instigation de sept partenaires industriels pour former des ingénieurs de production avec des capacités en management par la voie de l'alternance et de la formation continue. Les trois écoles fusionnent en avril 2002 pour constituer « Polytech' Lille » qui comprend, dès lors, neuf spécialités⁵⁹, des cursus classiques ou en alternance et ultérieurement un parcours post-bac intégré à l'École.

Dans ces champs disciplinaires, on assiste à une faible variation globale du nombre des inscrits même si cette forme de stabilité masque des évolutions contrastées au sein des regroupements disciplinaires⁶⁰. En sciences économiques et de gestion le nombre total d'inscrits passe de 4 468 en 1993-1994 à 4 520 en 2001-2002. Cette quasi-stagnation (+1 %) est le résultat d'un mouvement de baisse de 23 % des inscrits en sciences économiques et à l'inverse d'un mouvement de hausse de 40 % des inscrits en sciences de gestion (IAE). Dans le premier cas les effectifs passent de 2746 à 2114 et dans le deuxième de 1722 à 2406. La baisse des inscrits en sciences économiques est moins accentuée mais parallèle à celle des inscrits dans l'ensemble des filières scientifiques générales. Liée essentiellement à la baisse des effectifs en DEUG, elle masque la hausse des effectifs aux niveaux Bac +4 et Bac +5, laquelle devient le moteur de la

60. — Les chiffres d'inscrits et de diplômés de l'USTL sont issus des tableaux de bord annuels de l'OFIP.

hausse globale des effectifs à partir de 2002-2003. La hausse des inscrits en sciences de gestion est, elle, beaucoup plus forte que celle constatée pour les filières scientifiques appliquées suite à la moindre dépendance du nombre d'inscrits de l'évolution du flux d'entrée des bacheliers généraux dans l'enseignement supérieur. En sciences humaines où l'on constate aussi une quasi-stagnation (-1 %) de l'ensemble du nombre d'inscrits qui passe de 2 963 en 1993-1994 à 2 939 en 2001-2002, l'augmentation du nombre des étudiants en sciences de l'éducation (plus souvent en formation continue qu'en formation initiale) empêche d'appréhender les mouvements de baisse du nombre d'étudiants en géographie et plus encore en sociologie. En sciences économiques et de gestion comme en sciences humaines, on assiste à une diminution de la part des inscrits en 1^{er} cycle par rapport à celle des inscrits en 2^e et 3^e cycles ; constat parallèle à celui effectué plus haut pour les sciences « dures » avec une augmentation aussi spectaculaire du nombre de DESS créés entre 1990 et 1999 : vingt-trois par rapport à onze.

Dans ce contexte, on assiste à une professionnalisation des enseignements qui se généralise. En premier cycle de l'Institut de sciences économiques, outre le DEUG de sciences économiques, sont déjà présentes des formations professionnalisées : le DEUG MASS (anciennement DEUG MISS), formation appliquée incluant un stage annuel, et la 1^{re} année de l'UP « Économie d'entreprise ». On assiste à une diversification plus forte de l'offre de formation en 2^e et 3^e cycle avec un renforcement important de l'offre de formation professionnalisée. En 2^e cycle, à côté de la licence et de la maîtrise de Sciences économiques est créée une licence et une maîtrise d'Économétrie et une licence et une maîtrise de Sciences économiques « mention Techniques économiques » visant à préparer les concours du CAPET et de l'agrégation d'Économie-gestion. La MST « Économie d'entreprise » est, elle, transformée en IUP. Dans le cadre de l'IAE, où toutes les formations autres que les formations doctorales sont professionnelles, sont créées en plus de la Maîtrise de sciences de gestion (MSG) devenue IUP, une MST « Sciences sociales appliquées à la gestion », une MST « Mercatique et communication », un IUP « marketing-vente » et un Magistère « Marketing direct et vente distance ». En fin de décennie est créée une licence professionnelle « Techniques de distribution et management de rayon ». Le nombre de DESS passe de six à quatorze⁶¹.

En sociologie, en second cycle, le cursus se différencie entre la filière Sociologie et la filière Ethnologie où les méthodes spécifiques à l'ethnologie

61. — Détail dans brochure SUAIO – USTL, DESS 1999-2000, Sciences économiques et de gestion.

sont plus développées. La filière sociologie proprement dite comprend des unités optionnelles en licence (Anthropologie, Démographie) ou une licence Sociologie « mention Économie » permettant une préparation au CAPES. En maîtrise, deux options (Démographie ou Économie) sont proposées en plus du parcours généraliste. Le Magistère « Développement des ressources humaines » a lui un caractère pluridisciplinaire. En 3^e cycle, l'Institut de sociologie propose quatre DESS⁶².

En géographie, il y a peu de changements au niveau du 2^e cycle sinon la transformation de la MST ENVAR en IUP. En 3^e cycle sont habilités au cours des années 1990, deux DESS supplémentaires à celui créé en 1990⁶³. En Sciences de l'Éducation, aux formations déjà existantes (licence et maîtrise de Sciences de l'Éducation – Éducation des adultes et deux DESS en ingénierie de l'éducation) s'est ajouté l'IUP « Métiers de la formation » avec un enseignement en formation initiale (comprenant une option en alternance) et en formation continue.

L'internationalisation des cursus s'accroît également. Les échanges ERASMUS et les diplômes internationaux contribuent à diversifier l'offre de formation en sciences économiques - gestion et sciences humaines, en particulier celle des DESS. C'est sans doute dans ces disciplines que les étudiants bénéficient le plus de l'internationalisation de cursus facilitée par l'aide administrative apportée par le service « Relations internationales » de l'université. Dans le même temps, on relève un assez faible nombre de diplômés du doctorat. La part des étudiants entamant des études doctorales est traditionnellement plus faible dans les disciplines de sciences économiques-gestion et sciences humaines que dans les disciplines de sciences et technologies. La possibilité moins importante d'obtenir une allocation de recherche en cours de doctorat étant l'un des facteurs de non-engagement dans un cursus de recherche et éventuellement d'abandon des travaux de thèse engagés. Malgré l'habilitation de neuf DEA⁶⁴, dont cinq regroupés dans l'école doctorale de Sciences économiques et sociales nouvellement créée, et l'appui fourni par huit laboratoires de recherche dont deux UMR-CNRS, la tendance de nombre de diplômés talentueux du 2^e cycle à délaisser les études doctorales s'est accentuée dans un contexte d'offre croissante de DESS offrant des chances d'insertion professionnelle mieux perceptibles. Au total, le nombre annuel de doctorats délivrés, déjà à peine supérieur à 35 dans les années 1996-

62. — *Ibid.*, Sciences humaines et sociales.

63. — *Ibid.*

64. — Détail dans brochure SUAIO – USTL, DEA, Doctorats 1997-1998, p. 29-37 et 47-53.

Dans ces années 1992-2002, divers dispositifs institutionnels de soutien sont mis en place à l'Université de Lille 1. Les secrétariats pédagogiques se généralisent à tous les niveaux de formation. et les moyens du service commun de premier cycle sont renforcés. Le travail de soutien à l'orientation des étudiants et d'aide à leur préparation à entrer dans la vie active du SUAIO s'amplifie grâce à un poste supplémentaire obtenu pour l'insertion professionnelle et l'attribution de nouveaux locaux munis d'ordinateurs pour les étudiants.

Concernant le suivi de la réussite scolaire des étudiants et de leur entrée dans la vie active, l'USTL est, avec les universités de Toulouse 1 et de Nice, l'une des trois premières universités françaises à créer en 1991 un Observatoire des formations et de l'insertion professionnelle (OFIP) des étudiants. Les moyens mis en œuvre permettent de systématiser des études et des enquêtes menées jusqu'alors dans le cadre du SUAIO. et de participer activement à la mise en place de l'Observatoire régional des études supérieures (ORES) créé dans le cadre du Pôle Universitaire Européen de Lille Nord-Pas-de-Calais. Ils permettent aussi à l'OFIP de commencer à partir de 1998 l'évaluation des enseignements par les étudiants, demandée par l'Université et que le Ministère rend obligatoire à partir de 2002. Cette évaluation effectuée d'abord en DEUG est étendue à tous les niveaux de la formation jusqu'à Bac +5. La formation continue prend un essor important grâce aux crédits et aux postes accordés dans le cadre du « concours Allègre » de 1998, incitant les universités à déposer des projets, comme le rappelle Michel Feutrie, premier directeur du SUDES et Vice-Président « Formation continue »⁶⁷.

L'évolution des formations de l'Université de Lille 1 entre 1970 et 2002 peut ainsi se décomposer en trois phases. La période 1970-1980 est celle d'une grande inventivité en matière d'innovation pédagogique notamment pour le premier cycle, tant en formation initiale qu'en formation continue en cherchant à allier la volonté de changement introduite par mai 1968 et

65. — Moyenne de 36 par an en cumulant les deux années.

66. — Moyenne de 22 par an en cumulant les deux années.

67. — Concours lancé par le ministre en disant : « pour les universités qui déposeront des projets intéressants, il y aura de l'argent et des postes. On a obtenu 10 postes : 4 postes de maîtres de conférences et 6 postes d'agrégés ». Interview 2016, groupe « Histoire et Mémoire », ASAP – Université de Lille.

celle de faciliter l'accès à l'université de bacheliers issus de catégories sociales éloignées de l'enseignement post-baccalauréat. C'est l'époque des créations du DEUG alterné, du DEUG personnalisé, du DEUG A'2 (pour faciliter l'accès des diplômés de BTS et DUT en second cycle), du DEUG par unités capitalisables, de la section de DEUG B créée à l'antenne de Calais et aussi de l'ESEU. À cette volonté d'innovation pédagogique se joint une attention inexistante jusqu'alors au devenir des étudiants que la fin des Trente Glorieuses rend plus problématique qu'auparavant. Cette attention se traduit par une aide concrète à leur orientation (création du SUAIO), sachant qu'une part d'entre eux doit désormais trouver un travail en dehors de l'enseignement et de la recherche, voire de la Fonction publique. Elle favorise également la mise en place de cursus à caractère professionnel en plus des IUT et de l'école universitaire d'ingénieurs de Lille (EUDIL). C'est dans cet esprit que sont créées les deux MST scientifiques (en plus des quatre validant la réussite de la deuxième année de l'EUDIL), la MIAGE, la MSG et trois DESS. Mais les moyens restent limités et les changements introduits restent numériquement limités.

La période qui va de 1981 à 1991 est ensuite celle où les mesures d'amélioration pédagogique vont concerner progressivement tous les inscrits en premier cycle : ceux des DEUG scientifiques d'abord dans lesquels sont créés des sections spécifiques pour les bacheliers n'ayant pas les prérequis nécessaires, mais aussi ceux des autres disciplines qui bénéficient aussi de l'aide spécifique apportée par le dossier d'orientation à l'entrée du DEUG et de la généralisation des secrétariats pédagogiques permettant une diminution sensible de l'abandon et de l'échec en première année. C'est aussi la période de l'ouverture de deux antennes de DEUG scientifiques, l'une à Dunkerque et l'autre à Lens.

Le succès de l'aide à l'orientation et de la lutte contre l'échec (même s'il est resté en deçà de l'objectif initial) mérite d'être mis en évidence car il est réalisé dans une décennie d'augmentation massive des effectifs (le nombre des inscrits à l'USTL double presque en 10 ans). Il est lié à l'investissement des enseignants mais aussi aux moyens attribués par l'État, par la Région (qui a financé des bâtiments) et les collectivités locales. Les créations de trois DEUST et de la section « Biostages » en DEUG B, en plus du DEUG alterné font exister, dès le début des études universitaires, une préoccupation de préparer l'entrée dans la vie active. À partir du second cycle, les possibilités d'entrer dans les filières professionnelles deviennent plus nombreuses : les sept MST (y compris MIAGE et MSG), les deux magistères, les trois écoles d'ingénieurs et les vingt-trois DESS proposés en 1991 symbolisent l'importance désormais donnée par l'établissement

à une professionnalisation des cursus par ailleurs encouragée par la possibilité accordée à tous les étudiants d'effectuer des stages. En matière de formation continue, la création du SUDES dans un bâtiment, dédié à l'accueil des inscrits en formation continue, donne une autre dimension aux objectifs formulés par l'USTL lors de la décennie précédente. L'objectif est désormais d'ouvrir la formation continue à tous les niveaux de formation. La période 1981-1991 permet donc de mettre en œuvre avec plus de moyens beaucoup des objectifs déjà entrevus mais restés au stade d'ébauches ou de créations expérimentales dans la décennie antérieure.

La décennie qui couvre les années 1992 à 2002 est la période où l'organisation des formations de l'USTL subit les effets conjugués de grands bouleversements : création des universités d'Artois et du Littoral, arrêt de la hausse du taux d'accès au baccalauréat, avec une chute des inscriptions dans les DEUG scientifiques particulièrement sévère, réformes nationales conjointes des séries du baccalauréat scientifique et des DEUG scientifiques. Désormais, il faut veiller à l'attractivité des cursus proposés à tous les étudiants y compris ceux des filières générales. L'effort de rénovation en matière de pédagogie en premier cycle (création d'un enseignement assisté par ordinateur en 1995, mise en place de l'évaluation des enseignements dès 1998) et la poursuite de la professionnalisation des cursus permettent à l'USTL de s'adapter à la nouvelle conjoncture. Entre 1993-1994 et 2001-2002, Lille 1 perd plus de 3 000 étudiants (13 % des effectifs). On remarque cependant, dans le détail des chiffres, un meilleur équilibre entre les niveaux d'études : baisse des inscriptions aux niveaux Bac +1 et Bac +2 (43 % par rapport à 47 %) au profit des inscriptions aux niveaux Bac +3 et Bac +4 (38 % par rapport à 35 %) et Bac +5 et plus (19 % par rapport à 18 %). La pluridisciplinarité gagne du terrain aussi : le poids des inscriptions en sciences économiques-gestion et sciences humaines passe de 32 % en 1993-1994 à 37 %. Enfin la part des diplômes professionnels délivrés augmente sensiblement entre 1997 et 2002 en particulier aux niveaux bac +4 et Bac +5 : le poids des Maîtrises IUP, MST, DESS et Magistères passe en effet de 15 % à 20 % des diplômes délivrés. En 2001-2002, l'offre de formation des UFR et de l'IAE en matière de filières professionnelles est désormais particulièrement étoffée : quatre MST, huit IUP, deux magistères et quarante-six DESS auxquels il faut ajouter les quatre licences professionnelles permettant un partenariat entre l'IUT (qui comprend sept départements), les autres composantes et les formations des deux écoles d'ingénieurs : Polytech'Lille (regroupant désormais l'EUDIL, l'IAAL et l'IESP) et l'ENIC. Le souhait d'une progression qualitative du système de formation formulé en 1994 par le groupe

« Prospective » est globalement réalisé. Par contre, la plus forte professionnalisation des études suscite, ou tout du moins, ne peut empêcher la baisse des inscriptions en études doctorales déjà estimées insuffisantes au début de la décennie 1990, inscriptions freinées par l'incertitude liée aux débouchés du doctorat et aux attributions trop restrictives d'allocations de recherche. Entre 1997 et 2002, si le nombre de DESS délivrés passe de 854 à 1087, le nombre de DEA et de Doctorats délivrés passent respectivement de 501 à 414 et de 256 à 172. En dernier lieu on constate également que l'environnement désormais plus compétitif entre les filières et établissements de formation supérieure favorisent moins qu'auparavant les initiatives pédagogiques visant à permettre l'accès et la réussite à l'université des bacheliers qui en sont culturellement éloignés pour des raisons géographiques et sociales. Les évolutions devaient se poursuivre dans les décennies suivantes, la professionnalisation progressant encore alors que la masterisation modifie en profondeur les formations.

Résumé : L'évolution des formations de l'Université de Lille 1 entre 1970 et 2002 peut se découper en trois phases. La période 1970-1980 est celle d'une grande inventivité en matière d'innovation pédagogique notamment en premier cycle, tant en formation initiale (DEUG alterné, DEUG personnalisé) qu'en formation continue (DEUG par unités capitalisables) Elle est aussi la période du démarrage des MST, MIAGE, MSG, DESS et d'une mise place des modalités d'accès des diplômés DUT et BTS en 2^e cycle. La période 1981-1991 est celle où, malgré l'augmentation massive des effectifs, les mesures d'amélioration pédagogique en premier cycle (dossier d'orientation, semestrialisation, secrétariats pédagogiques), de professionnalisation des études vont concerner une part croissante des filières dès le premier cycle. En matière de formation continue, l'objectif est désormais de la développer à tous les niveaux d'études en s'appuyant sur un service dédié (le SUDES). La période 1992 à 2002 est celle où les formations de Lille 1 subissent les effets conjugués de la création des universités d'Artois et du Littoral, d'une baisse démographique de la classe d'âge et de l'arrêt de la hausse du taux d'accès au baccalauréat avec une chute sévère des inscriptions dans les DEUG scientifiques en partie liée aux réformes nationales conjointes des séries du baccalauréat S et E et des DEUG scientifiques. Les innovations pédagogiques en premier cycle (création d'un enseignement assisté par ordinateur en 1995, mise en place de l'évaluation des enseignements dès 1998) et la poursuite de la professionnalisation des cursus permettent à l'USTL de s'adapter à la nouvelle conjoncture. Par contre l'offre croissante de DESS a pour conséquence une baisse des inscriptions en études doctorales freinées par l'incertitude liée aux débouchés du doctorat et aux attributions restrictives d'allocations de recherche.

Mots-clés : Université de Lille 1, formations initiale et continue, initiatives pédagogiques, orientation, professionnalisation

Abstract: The evolution of training at the University of Lille 1 between 1970 and 2002 can be divided into three phases. The period 1970-1980 is one of great inventiveness in terms of educational innovation, particularly in the first cycle, both in initial training (Professional DEUG, Adapted Deug) and in continuing education (Deug by capitalizable units). It is also the period for the start of MST, MIAGE, MSG, DESS and the establishment of access arrangements for DUT and BTS graduates in the 2nd cycle. The period 1981-

1991 is the one where, despite the massive increase in numbers, educational improvement measures in the first cycle (orientation file, semesterization, educational secretariats) and professionalization of studies will concern a growing share of the first cycle studies. In terms of continuing education, the objective is now to develop it at all levels of study by relying on a dedicated service (SUDES). The period 1992-2002 is the one where Lille 1 training suffered the combined effects of the creation of the universities of Artois and Littoral, the demographic decline in the age group and the cessation of the increase in the access rate to the baccalaureate with a severe drop in registrations in the scientific DEUG partly linked to the joint national reforms of the S and E baccalaureate series and the scientific DEUG. Educational innovations in the first cycle (creation of computer-assisted teaching in 1995, implementation of teaching evaluation in 1998) and the continued professionalization of courses allow Lille 1 to adapt to the new situation. On the other hand, the growing offer of DESS brings a drop in registrations for doctoral studies, reduced by the uncertainty linked to doctoral opportunities and restrictive research allocations.

Keywords: University of Lille 1, initial and continuing training, educational initiatives, orientation, professionalization

